



Près de trois mois après l'abrogation de l'autonomie du Cachemire indien par New-Delhi, les récits de torture se multiplient et semblent assez systématiques.

de son village restent secrets pour ne pas attirer les foudres des autorités. "Il ne nous reste qu'un frère, on ne veut pas le perdre", gémit sa fille. Vers 10 heures du soir, il est saisi de violents maux de ventre et sa famille l'emène à la clinique du district qui le transfère dans un hôpital de Srinagar. Son père raconte qu'il aurait eu le foie éclaté à cause de la torture. Les voisins affirment qu'il a préféré avaler du poison plutôt que de risquer d'être torturé à nouveau.

Démenti indien

L'Inde a signé la convention de l'Onu contre la torture en 1997 sans l'avoir ratifiée. Le gouvernement nie les accusations. "Il n'y a eu aucune atrocité", a déclaré le mois dernier Ajit Doval, le conseiller à la sécurité nationale.

Les témoignages recueillis par *La Libre Belgique* indiquent que cette pratique n'est pas le fait de quelques soldats indisciplinés, mais qu'elle aurait été approuvée par la hiérarchie militaire. Des familles précisent que leur proche a été arrêté à plusieurs reprises, martyrisé pendant quelques heures, puis relâché le jour même. "En un an, mon frère a été torturé cinq fois, dont deux en moins de huit semaines, détaille un agriculteur. Il a peur d'être arrêté à nouveau. Du coup, il a quitté la maison pour se cacher. Nous ne savons pas où il est."

Ce cultivateur affirme que son frère a été tabassé aux jambes durant des séances d'environ une heure et demie avant d'être libéré. "La séance se déroulait toujours de la même manière. D'abord, ils lui écartaient les bras et les jambes, l'attachaient au-des-

sus du sol. Un officier administrait les premiers coups. Puis, un sous-officier prenait le relais. Et des non-grades étaient appelés pour finir le travail."

Sur les trente cas recensés par la Jammu Kashmir Coalition of Civil Society, l'association note que le passage à tabac est la technique la plus utilisée. "Nous avons aussi relevé quelques simulations de noyade", relève Khurram Parvez qui précise: "Il n'y a pas que les détenus qui sont torturés. Leurs familles, leurs voisins le sont aussi psychologiquement quand l'armée diffuse les hurlements des suppliciés par haut-parleurs. La peur ambiante pousse les gens à verser des pots-de-vin pour faire libérer leur proche. Ce sont les policiers, et non les militaires, qui bénéficient de cette corruption. Les sommes extorquées varient. Cela peut tourner autour de 30 000 roupies" (environ 400 euros).

Le gouvernement n'a pas indiqué combien de personnes avaient été arrêtées ni quand elles seront libérées. Des estimations qui ont fuité dans la presse parlent de 4 000 à 7 000 interpellations depuis le 5 août.

Des morts "indirects"

Le Premier ministre Modi justifie l'abrogation de l'autonomie et la coupure des communications au nom du développement économique. La réforme du statut du Cachemire va "lancer la croissance de l'industrie, [...] augmenter les investissements, créer

un environnement propice à l'innovation et mettre un terme à l'exclusion", a-t-il déclaré sur son compte Twitter le 17 octobre.

Reste que le black-out pèse sur la population et fait des victimes. "Des patients atteints de cancers, souffrant de diabète ou de problèmes cardiaques n'ont pas pu être soignés à temps. Certains en sont morts. Nous ne savons pas encore combien, confie un chirurgien de Srinagar qui veut lui aussi

rester anonyme par crainte d'une sanction de sa hiérarchie. Mon beau-frère est mort d'une leucémie début septembre parce qu'on ne pouvait pas le transfuser. On n'arrivait pas à contacter la banque du sang", se lamente le médecin.

Un cardiologue de Srinagar ajoute que la coupure du réseau internet pourrait toujours faire des victimes dans les régions isolées. "Je fais partie d'un groupe sur WhatsApp qui réunit des cardiologues et des médecins de campagne. Avant, je recevais des électrocardiogrammes pris sur des personnes après une crise cardiaque. Je pou-

vais établir un diagnostic en regardant l'image et prescrire un traitement. Mais comme il n'y a plus d'Internet, ce groupe WhatsApp ne fonctionne plus. Certains malades sont trop pauvres pour venir à Srinagar. Peut-être que certains en sont morts. Je ne suis sûr de rien."

→ (*) Le prénom a été changé.

Ce cultivateur affirme que son frère a été tabassé aux jambes durant des séances d'environ une heure et demie avant d'être libéré.